

XXXVIII^e Rencontre Ipse à DUBLIN

4 et 5 octobre 2012



en partenariat avec



« la protection sociale : entre rigueur et nouveaux développements »

Les crises font augmenter la dette publique

La longue crise de l'euro suit la crise financière qui a frappé l'économie mondiale en 2008. Après avoir injecté des sommes époustouflantes pour sauver les banques, c'est à leur endettement public considérable que de nombreux Etats ont dû faire face.

En 2015, la dette totale pourrait atteindre 108% du PIB de la zone euro, soit 35 points de plus qu'en 2007.

Les gouvernements vont ainsi devoir se livrer à un dosage délicat entre diminution des dépenses qualifiées et non prioritaires et augmentation des recettes fiscales. Il leur faut concevoir des stratégies de réduction de la dette publique qui soient crédibles et ne mettent pas en péril la croissance. Ceci revient au pari de réduire la dette sans freiner l'activité.

La rigueur est une vertu, l'austérité une souffrance

Le rebondissement et surtout l'approfondissement des crises ont ainsi conduit nos pays à donner la priorité absolue à des plans d'austérité budgétaire, principalement concentrés sur la remise en cause des politiques sociales et au premier chef de la protection sociale. Paradoxe, semble-t-il, puisqu'il s'agit là de systèmes de transferts sociaux conséquents dont beaucoup soulignaient hier encore le rôle primordial en les qualifiant « d'amortisseurs sociaux ».

De plus, l'abaissement du niveau des couvertures sociales présente de très sérieux handicaps pour la consommation interne, qui reste le moteur de l'économie de la plupart des Etats membres.

Si à l'Ipse, nous, auteurs de la **Charte européenne des entreprises de la protection sociale**, sommes naturellement promoteurs de la protection sociale, nous ne refus

sons pas par principe des réformes tenant compte des évolutions constatées depuis les périodes originelles et constitutives de la sécurité sociale et des assurances sociales. L'allongement de la durée de la vie, la croissance exponentielle des dépenses de santé au profit premier des offreurs de soins, les nouveaux parcours professionnels, exigent des adaptations. Mais nous sommes viscéralement attachés au maintien du principe de solidarité qui est le fondement même de la protection sociale, elle-même garante de la cohésion sociale et donc de la démocratie et de la paix.

Le désendettement et la relance passe aussi par des politiques solidaires

Pourquoi le rêve européen d'union et de solidarité se fissure pour ce qui en fait d'abord une question d'argent ? Pourtant l'Europe avait pris ses précautions en vue d'éviter des distorsions économiques entre membres de la zone euro. Le confort des certitudes a été tel que nulle part n'avait été prévu qu'un Etat puisse quitter l'« Euro-land », même en cas de crise grave. C'était « Tous unis par une monnaie commune, pour le meilleur et le pire ! », le principe de solidarité semblait parfaitement intégré.

Dans la stratégie de Lisbonne, la solidarité figurait avec la compétitivité et le développement durable comme un des trois piliers soutenant l'Union. La crise mondiale a incité les Etats membres, peu ou prou, à la tentative de la « jouer individuelle », privilégiant leurs propres atouts. Une attitude qui a eu pour effet de creuser plus les écarts entre le Nord et le Sud de l'Europe, la crise de défiance l'a remporté sur la confiance.

Les investisseurs sont aujourd'hui aussi soucieux de la réduction de la dette que des conséquences des plans d'austérité rendant impossible le remboursement et la croissance. C'est la solidarité entre Etats qui est attendu

European Foundation for the Improvement of Living and Working Conditions

Wyattville Road, Loughlinstown, Dublin 18, Ireland

XXXVIII^e Rencontre Ipse

à DUBLIN

4 et 5 octobre 2012

pour éviter la récession. La gouvernance de la zone euro ne peut se réduire à un empilement de plans d'austérité.

La XXXVIII^e Rencontre Ipse : comprendre, proposer et concourir à préparer l'avenir

L'objectif de cette conférence est d'examiner les raisons qui conduisent aux plans d'austérité sociale au-delà de la rigueur vertueuse, et d'analyser les évolutions perceptibles. Nous travaillerons également à la recherche de nouveaux modèles d'alternative garantissant les équilibres sociaux par une expression renouvelée de la solidarité.

Lors de la première session intitulée « crise majeure et réformes systémiques », nous visons à l'élaboration plurielle et/ou partagée d'un constat, probablement porteur des problématiques à venir de l'évolution des crises entremêlées, financière, économique et sociale, voire sociétale. En associant les sujets de la crise qualifiée de majeure et les réformes systémiques, nous voulons engager un débat évaluant tant la qualité des transformations que leur densité, leurs conséquences déjà observables ou envisageables.

La deuxième session, « Mutations structurelles en temps de crise : conséquences sur la protection sociale ? », se veut propice à une confrontation sur les mutations des responsabilités et de leur exercice. Devront être discutés ce qui appartient à la sphère publique nationale ou communautaire, aux affres du Marché intérieur et du droit de la concurrence en prenant en compte le poids toujours croissant des réglementations et des normes. Nous considérerons l'opportunité du champ couvert par les entreprises de l'économie sociale et paritaires dont les réponses efficaces ont pu être observées.

La troisième session, « Des alternatives solidaires aux politiques d'austérité », devrait permettre, à partir des constats précédents et des bouleversements de modèles, de suggérer des pistes tenant compte des nouvelles données et mettant en œuvre la réalisation des valeurs de solidarité.

Comme lors des précédentes Rencontre Ipse, les conclusions seront communiquées et présentées aux institutions et aux partenaires sociaux européens ainsi qu'à nos partenaires de l'Union.

Le trèfle en plus

L'Irlande compte **4,6 millions d'habitants** pour une superficie de 70.000 kms.

Le **taux de chômage est de 14,3%** (moyenne UE 10%) sur une population active de **2,2 millions de personnes**. L'Eire est entrée dans l'Union européenne en **1973** et dans la zone euro en **2002**. Son PIB en 2010 était de **164 milliards d'euros**. Sa décroissance fut de **-7,5% en 2009**, un record pour le tigre celtique et dans l'Union européenne aussi, de **-1% en 2010** et de **-0,85% en 2011**. Toutefois les Irlandaises et les Irlandais, pour beaucoup, continuent à chanter dans leurs pubs favoris tous les soirs.

Le **taux de syndicalisation est de 36%** (comparable à celui de la Belgique mais 4 fois celui de la France).

Le **niveau de pauvreté est de 15,8% en 2010**. Sans données statistiques précises, un phénomène croissant d'immigration est observé vers le Canada, l'Australie et en moindre mesure le Royaume-Uni.

Les irlandais se sont prononcés par **référendum le 31 mai** pour le pacte budgétaire. Une première : les électeurs ne seront pas appelés cette fois à voter oui après avoir voté non !



en partenariat avec



XXXVIII^e Rencontre Ipse à DUBLIN

4 et 5 octobre 2012



en partenariat avec



« La protection sociale : entre rigueur et nouveaux développements »

Programme

Jeudi 4 octobre 2012

14h00 : Accueil des participants, inscriptions

14h15 : Allocutions de Bienvenue

- Anne Vaughan, Secrétaire Générale adjointe, Ministère de la protection sociale
- Alain Chenot, Président de l'Ipse
- Juan Menéndez-Valdés, Directeur d'Eurofound

Le sujet et les enjeux de la XXXVIII^e Rencontre Ipse

- Dominique Boucher, Délégué général de l'Ipse

15h15 : PREMIERE SESSION :

Crise majeure et réformes systémiques

Modérateur : Jean Lapeyre, Chargé de mission Europe à Syndex

- Georges Dassis, Président du Groupe II des travailleurs au Comité Economique et Social européen
- Audrone Morkuniene, Attaché Sécurité sociale et travail, représentation permanente de la Lituanie auprès de l'UE
- Klara Foti, Directeur de la recherche, Conditions de vie et qualité de vie, Eurofound
- Maria Helena Andre, Parlementaire portugaise, ancienne ministre du Travail et de la Solidarité sociale

17h15 : Débats

18h00 : Discours de clôture de la première journée :

« Une Charte pour de nouveaux développements »

- Jérôme Vignon, Président de l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale (FR), ancien directeur à la CE, chargé de la protection et intégration sociales

18h20 : Fin de la première journée

19h30 : Dîner de gala sous la présidence d'Emmanuelle Michelin d'Achon, Ambassadrice de France en Irlande au Fitzpatrick Castle Hotel.

vendredi 5 octobre 2012

9h30 : DEUXIEME SESSION :

Mutations structurelles en temps de crise : conséquences sur la protection sociale ?

Modérateur : Pierre Paul Maeter, Président du Comité de Direction du Service Fédéral de l'Emploi, Travail et Concertation Sociale de Belgique

- Micheál Collins, Chargé de recherche senior, NERI - Nevin Economic Research Institute
- Tony Donohoe, Directeur en charge de l'éducation, la politique sociale et l'innovation, IBEC - Irish Business and Employers Confederation
- Gabrielle Clotuche, Ancien directeur général de la sécurité sociale en Belgique, ancien directeur à la Commission européenne

11h30 : Débats

12h15 : Déjeuner

14h00 : TROISIEME SESSION :

Des alternatives solidaires aux politiques d'austérité

Modérateur : Barbara Gerstenberger, Coordinateur, Eurofound

- Paul Jorion, Sociologue et anthropologue, Docteur en Sciences sociales à l'Université libre de Bruxelles ULB
- David Foden, Chef d'Unité, Conditions de travail et relations industrielles, Eurofound
- Jean-François Trogrlic, Directeur du Bureau de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) en France
- Carmelo Cedrone, Membre du Comité Economique et Social Européen

16h00 Débats

16h45 : CONCLUSIONS

- Bernard Petit-Jean, Président du Conseil d'orientation de l'Ipse

17h00 : Fin de la XXXVIII^e Rencontre Ipse